

LA POSITION DE L'EUROPE SUR LA QUESTION DE LA TECH

Lucia Sinapi-Thomas, directrice exécutive de Capgemini Ventures

Clément, dans les trois articles que vous avez coécrits et qui ont été publiés par l'Ifri, vous avez systématiquement mis en avant la nécessité pour l'Europe d'agir mais quelles seraient les priorités d'après vous ?

Clément Tonon, membre du Conseil d'État français

Premièrement, je pense que l'UE a abordé le problème de la technologie à l'envers. Je suis Européen et nous avons commencé avec les réglementations en 1995, je pense que c'était la première directive sur la protection des données, à une époque où nous étions déjà à la traîne en matière d'industrie. Nous avons commencé avec la réglementation et aujourd'hui nous commençons à peine à penser en matière d'industrie, donc nous avons fait les choses à l'envers. On crée un Amazon ou un Microsoft en travaillant avec les gouvernements, mais s'il n'y a pas d'acteur européen qui peut fournir le même niveau de qualité alors on est perdants. Je pense que la souveraineté européenne réside dans sa capacité à créer un écosystème d'acteurs industriels dans le secteur de la GovTech et dans ce sens, la pandémie a ouvert les yeux de l'UE. Thomas Gomart a écrit un article sur la fin de l'innocence technologique en Europe et c'est un mot très bien choisi. Il y a des initiatives qui apparaissent comme GAIA-X, dans le domaine de l'informatique dématérialisée. Il y a des initiatives nationales avec le projet Blue avec Orange, Capgemini, etc., ce qui est très encourageant. C'est également vrai pour la gouvernance sanitaire car il y n'a à l'heure actuelle aucune politique de santé commune en Europe. Si vous regardez l'histoire européenne, on peut remonter jusqu'aux années 50 et à cette époque, le ministre français de la Santé, Paul Ribeyre, avait tenté de promouvoir une politique de santé commune en même temps qu'une politique de défense commune. Ce fut un échec, donc il n'y a pas de politique de santé commune et je pense que le Covid a montré que nous devons avancer vers une politique de santé européenne alimentée par les données. J'espère vraiment que cela sera une priorité pour la présidence française de l'UE au début de l'année prochaine.

Lucia Sinapi-Thomas

Merci, c'est un point de vue très intéressant. Nous avons également vu sur les marchés que, parce qu'il y a un besoin de converger autour de l'usage des données, il faut travailler en matière d'écosystèmes. Nous voyons les acteurs, et vous avez mentionné Blue, mais il y a une autre initiative autour de la santé qui s'appelle Future4Care, qui rassemble Generali, Sanofi, Orange et Capgemini pour promouvoir l'émergence de startups créant des solutions qui exploitent l'usage des données de santé. Cela requiert un contexte dans lequel les

données sont disponibles et accessibles car l'interopérabilité des données est essentielle pour créer la valeur attendue.

Mehdi Benchoufi, cofondateur et président-directeur général de EchOpen

Un fait frappant sur ce sujet est que les données sont très importantes, la souveraineté est essentielle et il y a une sorte d'innocence technologique. Cependant, c'est une façon d'être assez défensif. Que faisons-nous pour rendre notre histoire ambitieuse, avancer et être concret ? Comment construire des entreprises qui acquièrent des données très hétérogènes qui peuvent avoir une grande importance pour le système de santé ? Nous pouvons créer le bloc que nous voulons autour de l'Europe mais laissez-moi vous donner quelques exemples. Si je suis médecin et que je vais à l'hôpital, je regarde mon téléphone, et comme j'y vais tous les jours, Google sait que je suis un professionnel de santé. Si je reste longtemps à l'hôpital, ils savent que je suis potentiellement un patient et comme les hôpitaux sont organisés par département, vérifier Google Maps signifie qu'ils savent si j'ai du diabète ou une autre pathologie. Voici ce qu'il en est pour la santé, mais ensuite vous rentrez chez vous et demandez à Google l'heure qu'il est, quel temps il va faire, etc. Le fait est que vous vivez avec des données très puissantes, qui sont des données vocales car dans 10 ans avec l'intelligence artificielle il sera possible d'identifier depuis des données vocales corrompues si vous êtes anxieux, déprimé ou si c'est un début d'Alzheimer ou de Parkinson, ou une crise cardiaque. Cela existe en Europe. Je ne parle pas des systèmes Android et de ces choses-là. Je pense que ces entreprises sont formidables, mais comment pouvons-nous faire ce genre de choses en Europe et construire des entreprises mondiales qui obtiennent d'énormes volumes de données réellement diverses ? C'est très important, et c'est notre souveraineté. Ce que je note quand on prend les blocs, la Russie, la Chine, les États-Unis ont leurs propres systèmes de recherche, Yandex, Google, etc., et nous n'en avons pas. C'est intéressant et quelque chose dont nous devrions avoir conscience et peut-être peur.

Lucia Sinapi-Thomas

Par conséquent, il nous faut également des solutions industrielles. La position d'Amazon avec la combinaison d'AWS dans le cloud et l'e-commerce illustre bien cela. Leur plateforme est ouverte à des détaillants tiers qui, en l'utilisant, partagent des informations concurrentielles sensibles. Slike Mirakl, qui est installé en Europe et offre une solution de plateforme d'e-commerce alternative pour les détaillants, est dans ce contexte un acteur stratégique, et nous en voulons davantage. La valorisation élevée atteinte par Mirakl dans leur levée de fonds récente témoigne du fait que le marché partage cette opinion.